

# ACTION URGENTE

**LA POLICE HARCÈLE UNE MILITANTE QUI ŒUVRE POUR LA PAIX**  
**Leyla Yunus, qui défend les droits humains en Azerbaïdjan, est harcelée par la police.**  
**Son époux et elle-même sont placés sous surveillance et régulièrement soumis à des interrogatoires. Leurs passeports ont été confisqués par les autorités.**

Les autorités azerbaïdjanaises harcèlent **Leyla Yunus**, présidente de l'Institut Paix et Démocratie, une ONG azerbaïdjanaise, et son époux **Arif Yunus**. Le couple est placé sous surveillance et leurs passeports ont été confisqués le 28 avril. Leyla Yunus est régulièrement convoquée au bureau du procureur pour être interrogée sur la procédure pénale engagée contre un journaliste azerbaïdjanais indépendant, Rauf Mirgadirov, qui aurait été arrêté sur la base de charges forgées de toutes pièces : il est en effet accusé d'espionnage pour le compte de l'Arménie. Leyla Yunus avait travaillé avec lui sur des projets conjoints de réconciliation avec des ONG arméniennes.

Leyla Yunus pense que les représentants de l'État tentent de la provoquer pour qu'elle se fasse arrêter.

Leyla et Arif Yunus ont été brièvement détenus le 28 avril, à l'aéroport international Heydar Aliyev de Bakou, alors qu'ils s'apprêtaient à embarquer sur un vol pour Bruxelles. La police n'a pas présenté de décision judiciaire justifiant leur arrestation, mais a affirmé qu'ils étaient témoins dans l'affaire concernant Rauf Mirgadirov. Elle a interrogé le couple à l'aéroport et fouillé leurs bagages.

Le lendemain, des policiers ont perquisitionné le domicile du couple et le bureau de l'Institut Paix et Démocratie. Leyla Yunus a accusé les agents d'avoir menacé de la violer et de s'être introduits de force dans des toilettes alors qu'elle s'y trouvait. Lorsqu'un de ses collègues a demandé s'il était acceptable qu'un policier homme entre de force dans des toilettes alors qu'une femme les utilisait, l'un des agents a répondu : « Ce n'est pas une femme. Ce n'est pas une Azerbaïdjanaise. Elle est Arménienne. »

## **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en azéri, en russe ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités de mettre immédiatement fin aux mesures d'intimidation et de harcèlement ciblant Leyla et Arif Yunus, et de leur rendre leurs passeports ;
- demandez-leur de mener sans délai une enquête impartiale sur les menaces, l'intimidation, le harcèlement et les mauvais traitements qu'auraient subis Leyla et Arif Yunus, et de déférer les responsables présumés à la justice ;
- insistez pour que le droit à la liberté d'expression soit pleinement protégé et respecté en Azerbaïdjan.

## **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 29 AOÛT 2014 À :**

### Président

Ilham Aliyev  
 Office of the President of Azerbaijan  
 19 Istiqlaliyyat Street  
 Baku AZ1066, Azerbaïdjan  
 Fax : + 994 12 492 0625  
 Courriel : office@pa.gov.az

**Formule d'appel : *Dear President***

***Aliyev, / Monsieur le Président,***

### Procureur général

Zakir Qaralov  
 7 Rafibeyli Street  
 Baku AZ1001, Azerbaïdjan  
 Fax : +994 12 492 3230  
**Formule d'appel : *Dear Prosecutor***  
***General, / Monsieur le Procureur,***

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Azerbaïdjan dans votre pays (adresse/s à compléter) :**  
 Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
 INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## LA POLICE HARCÈLE UNE MILITANTE QUI ŒUVRE POUR LA PAIX

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

L'Azerbaïdjan est enlisé dans un conflit avec sa voisine l'Arménie concernant la région du Haut-Karabakh, peuplée de personnes d'origine arménienne, qui s'est autoproclamée indépendante de l'Azerbaïdjan en 1991. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont combattu pour cette région au début des années 1990 ; cette guerre a fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. Les autorités locales *de facto* du Haut-Karabakh ont maintenu une indépendance effective, et un cessez-le-feu fragile est entré en vigueur en 1994. Les gouvernements arménien et azerbaïdjanais alimentent bien souvent les sentiments nationalistes, pour des raisons d'ordre politique.

Amnesty International est depuis longtemps préoccupée par le fait que les autorités azerbaïdjanaises ne s'acquittent pas de leurs obligations internationales consistant à protéger les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Les voix dissidentes dans le pays sont fréquemment la cible de charges pénales forgées de toutes pièces, d'agressions physiques, de mesures de harcèlement, de chantage et d'autres représailles de la part des autorités et de groupes qui leur sont affiliés. Les responsables de l'application des lois recourent régulièrement à la torture et aux mauvais traitements contre des militants de la société civile placés en détention, et ce en toute impunité.

Amnesty International a recensé des dizaines de cas comme celui de Leyla et Arif Yunus, ainsi que pas moins de 17 prisonniers d'opinion en Azerbaïdjan, incarcérés uniquement pour avoir tenté sans violence d'exercer leur droit à la liberté d'expression. Pour en savoir plus, veuillez consulter le document intitulé *Behind bars: Silencing dissent in Azerbaijan* (<http://www.amnesty.org/en/library/info/EUR55/004/2014/en>).

Noms : Leyla Yunus (f), Arif Yunus (h)  
Homme et femme

AU 182/14, EUR 55/007/2014, 18 juillet 2014